



# ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

## Annuités liquidables

Question écrite n° 7260

### Texte de la question

M. Jean-Luc Prél attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des maîtres de l'enseignement privé sous contrat d'association et dont les périodes de chômage, indemnisées par le régime des agents non titulaires de l'Etat, ne peuvent être validées par les régimes de retraite complémentaire ARRCO et AGIRC auxquels ils sont affiliés. Ces maîtres sont ainsi les seuls salariés dont les périodes de chômage ne soient pas validées. En effet, les salariés du secteur privé bénéficient d'une validation par les régimes ARCCO et AGIRC et les agents non titulaires de l'Etat ont également une validation gratuite des périodes de chômage par l'IRCANTEC. Dans sa réponse aux parlementaires qui l'avaient interrogé sur ce point en 1989, le ministre de l'éducation nationale déclarait que pour remédier à ce vide juridique, il envisageait « la signature d'une convention avec l'AGIRC et l'ARRCO » et que des premiers contacts avaient été pris en ce sens. Il lui demande donc quelles mesures il entend prendre afin de remédier à cette situation.

### Texte de la réponse

Les maîtres contractuels des établissements d'enseignements privés sous contrat d'association sont, lorsqu'ils se trouvent involontairement privés d'emploi, indemnisés directement par l'Etat, comme l'ensemble de ses agents non-titulaires. Ne relevant pas du régime géré par l'UNEDIC, ils ne bénéficient pas de la validation de leurs périodes de chômage indemnisé pour leurs retraites complémentaires. Une négociation a été engagée en 1990, dans un cadre interministeriel, avec les organismes représentant les caisses de retraite complémentaire (AGIRC, ARRCO), afin de résoudre ce problème. Cette négociation n'a pour l'instant pas pu aboutir en raison de la demande de l'ARRCO de régularisation des cotisations de l'Etat-employeur depuis 1967 et de la difficulté d'envisager de nouveaux avantages non contributifs dans le contexte très difficile du financement des régimes de retraite.

### Données clés

**Auteur :** [M. Prél Jean-Luc](#)

**Circonscription :** - UDF

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 7260

**Rubrique :** Retraites complémentaires

**Ministère interrogé :** éducation nationale

**Ministère attributaire :** éducation nationale

### Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 1er novembre 1993, page 3750

**Réponse publiée le :** 20 décembre 1993, page 4623